

[Traduction]

Le très hon. M. Diefenbaker: Monsieur l'Orateur, à mon avis, ce renseignement devrait être donné car, il y a plus d'un an, la question a été posée à la Chambre et à l'époque le secrétaire d'État ignorait apparemment l'existence de ces felquistes...

M. l'Orateur: A l'ordre, je vous prie. Je ne crois pas que le très honorable député pose une question supplémentaire. Le député de Fraser Valley-Ouest a une question supplémentaire.

L'ÉMISSION TÉLÉVISÉE «WEEKEND»

M. Mark Rose (Fraser Valley-Ouest): Monsieur l'Orateur, j'aimerais demander au secrétaire d'État s'il va faire enquêter pour savoir si Radio-Canada a pour politique, dans son émission télévisée «Weekend», de permettre à tous ceux qui ont fait l'objet de critiques au cours de cette émission de réfuter celles-ci à l'occasion d'une émission suivante ou ce privilège est-il réservé aux ministres fédéraux comme...

M. l'Orateur: A l'ordre. La question supplémentaire du député est de toute évidence un argument ou un grief. Je ne la trouve pas réglementaire. Si les députés me le permettent, je voudrais que nous changions de sujet.

* * *

AFFAIRES EXTÉRIEURES

LA RENCONTRE ENTRE LE PREMIER MINISTRE ET MME GOLDA MEIR

L'hon. George Hees (Prince Edward-Hastings): Monsieur l'Orateur, puis-je poser une question au premier ministre? S'est-il entretenu aujourd'hui avec le premier ministre Golda Meir de questions d'intérêt commun aux deux pays? Si oui, a-t-il quelque chose à communiquer à la Chambre au sujet de changements possibles dans l'attitude du Canada sur la situation au Moyen-Orient, ou quoi que ce soit susceptible d'intéresser la Chambre?

Une voix: Ou à propos de la loi sur les mesures de guerre.

Le très hon. M. Trudeau (premier ministre): Monsieur l'Orateur, j'ai eu un entretien très intéressant avec madame, le premier ministre d'Israël. Nous avons parlé somme toute du Moyen-Orient et des problèmes qui se posent là-bas, mais je n'ai aucun renseignement à communiquer à la Chambre, pour le moment.

Une voix: A-t-elle une loi sur les mesures de guerre aussi?

Le très hon. M. Trudeau: Ne le saviez-vous pas?

* * *

LA SÉCURITÉ NATIONALE

LA LOI SUR LES MESURES DE GUERRE—LES ARRESTATIONS, LES DÉTENTIONS ET LES CHEFS D'ACCUSATION

L'hon. Robert L. Stanfield (chef de l'opposition): Monsieur l'Orateur, le ministre de la Justice se souvient que

je lui a demandé la semaine dernière, à deux ou trois reprises, combien de personnes étaient détenues en vertu du Règlement découlant de la loi sur les mesures de guerre, depuis plus de sept jours, à la demande du ministre de la Justice du Québec ou d'une autre province?

L'hon. John N. Turner (ministre de la Justice): Monsieur l'Orateur, je puis donner au député et à la Chambre les statistiques reçues jusqu'à 11 heures hier soir. Quatre cent vingt personnes ont été arrêtées et 286 relâchées; il y a donc encore 134 détenus. Pour répondre à sa question de la semaine dernière, je puis dire qu'il n'y a eu d'accusation portée contre aucune des personnes relâchées. Contre les personnes détenues, aucune accusation n'a encore été portée. Je n'ai pu savoir combien ont été détenues plus de sept jours, mais je pense pouvoir obtenir ces renseignements bientôt. Les chiffres qu'on m'a donnés n'ont pas été ainsi décomposés.

L'hon. M. Stanfield: Est-il juste de supposer aujourd'hui qu'une forte proportion des 134 détenus le sont depuis plus de sept jours?

L'hon. M. Turner: Monsieur l'Orateur, j'hésiterais à faire une telle supposition.

L'hon. M. Stanfield: Est-il si difficile pour le gouvernement d'obtenir ce renseignement, qui me paraît fort pertinent dans la conjoncture actuelle?

M. Baldwin: Le premier ministre fait des déclarations non pertinentes.

L'hon. M. Turner: Elles sont pertinentes. Le procureur général du Québec n'a jamais refusé sa collaboration, mais je n'ai pas réussi à obtenir ces chiffres.

M. Robert McCleave (Halifax-East Hants): Puis-je poser une question supplémentaire au ministre de la Justice, monsieur l'Orateur? Au sujet de cette affaire, pourrait-il aussi nous dire le nombre approximatif de personnes qui sont encore recherchées?

L'hon. M. Turner: Je ferai rapport à ce sujet, monsieur l'Orateur.

[Plus tard]

M. Les Benjamin (Regina-Lake Centre): Monsieur l'Orateur, le ministre de la Justice dirait-il si, des 420 personnes arrêtées dont il vient de parler, il en est qui ont été arrêtées, puis relâchées et arrêtées de nouveau?

L'hon. M. Turner: Monsieur l'Orateur, je ne possède pas ces renseignements, mais je pourrai les obtenir.

* * *

L'INDUSTRIE

LE RÈGLEMENT FINANCIER AVEC LES ACTIONNAIRES DE LA DOSCO

L'hon. John N. Turner (ministre de la Justice): Tandis que j'ai la parole, monsieur l'Orateur, j'aimerais répondre au député de Cape Breton-East Richmond, qui a posé des questions au premier ministre et à moi-même la semaine